

# RETRAITES : partage des richesses ou gestion de la misère ?

La crise financière a illustré la fragilité et l'injustice des systèmes de retraite par capitalisation. Pourtant, aujourd'hui, s'engage une nouvelle bataille contre ce qui reste du système de retraites par répartition. Après avoir fait payer la crise du système financier parasitaire par plus de chômage et de précarité, le capital et la Droite nous présentent la note de l'endettement public, au prix de nouvelles dégradations des systèmes de protection sociale et des services publics.

Le tir de barrage idéologique est précis : alarmisme démographique (pourtant la pyramide des âges est en France moins déséquilibrée que celle d'autres pays européens), appel à l'alignement sur les régressions sociales dans d'autres pays, la même rengaine que celle qui nous pressait hier d'aligner le "modèle français" sur le modèle ultra-libéral.

S'il est clair que pour survivre, le système de retraites par répartition doit être financièrement équilibré, une autre voie existe : celle de l'augmentation des ressources. Le besoin supplémentaire de financement nécessaire aux retraites a été chiffré en 2007 par le COR entre 1 et 2 points de PIB jusqu'en 2050. Plusieurs solutions sont possibles pour équilibrer ce système :

Le chômage pèse lourdement sur le rapport cotisants/retraités. Une économie sociale et écologique nécessite une réduction du temps de travail facilitant l'accès du plus grand nombre à l'emploi.

Depuis la réforme de 2003, les négociations sur la question de la pénibilité n'ont pas progressé : le droit à retraite anticipée pour les personnes soumises au travail posté ou en contact avec des substances dangereuses est urgente. Au delà, c'est toute la question des conditions de travail qui doit être mise à plat, pour améliorer les postes de travail, éradiquer les horaires atypiques et lutter contre la pression subie par les salarié-e-s, en renforçant les contre-pouvoirs syndicaux dans les entreprises.

Pour ce qui concerne l'assiette des cotisations, il faut remettre en cause l'exonération de cotisations sur les heures supplémentaires, mesure anti-sociale et anti-emploi, et des cotisations sociales sur les bas salaires, soumettre à cotisation les stock options au même titre que les salaires, moduler les cotisations sociales en favorisant les activités de main d'oeuvre.

Il faut, par ailleurs, équilibrer les comptes sociaux grâce une action enfin efficace contre la fraude fiscale et la taxation de la spéculation financière.

Accepter le recul de l'âge du départ à la retraite c'est partir battu !

**En France comme ailleurs en Europe, refusons de payer les crises alimentaires par les banksters et les spéculateurs. Imposons une nouvelle répartition des richesses, protégeons et développons les solidarités sociales.**

